



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 30 août 2023

Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre

Clôture de la conférence des ambassadrices et ambassadeurs

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Mercredi 30 août 2023

Seul le prononcé fait foi

Madame la ministre, chère Catherine,
Mesdames et Monsieur les ministres, cher Olivier, chère Laurence, chère
Chrysoula,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames les ambassadrices, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, à l'occasion de notre première rencontre collective, j'ai eu
l'occasion de vous remercier pour votre mobilisation sans faille, face aux défis
de notre pays.

Une fois de plus, au cours de cette année, vous avez répondu présent et l'action
du réseau diplomatique français a été marquée par la réponse à plusieurs crises
majeures : la guerre en Ukraine, qui se poursuit et s'inscrit dans le temps long,
la situation au Soudan, et l'organisation remarquable de l'évacuation de nos
ressortissants, le coup d'État au Niger, et désormais la situation au Gabon, où
nous suivons la situation avec la plus grande attention.

Et permettez-moi justement, comme le Président de la République lundi, de
rendre un hommage particulier à notre ambassadeur au Niger, Sylvain ITTE.

Ce ne sont que quelques exemples, mais surtout une nouvelle démonstration que cette année encore, nos diplomates ont à chaque fois été aux avant-postes, au service de la France et des Français.

Je voulais donc, collectivement, vous adresser mes remerciements.

Vous avez défendu notre pays, nos valeurs, et nos intérêts politiques et économiques, dans vos pays de résidence comme auprès d'organisations internationales.

Et j'ai évidemment une pensée particulière pour celles et ceux qui ont fait face et qui ont tenu, devant des situations critiques, alors que nos compatriotes étaient en difficulté, parfois même en danger.

Plus que jamais, notre pays a besoin de ses diplomates.

Toutes et tous, vous faites l'honneur de la France, et je vous remercie de transmettre cette reconnaissance à vos équipes, dont je connais l'énergie et l'engagement au plan professionnel, mais aussi aux plans personnel et familial.

*

Mesdames les ambassadrices, Messieurs les ambassadeurs,

Par votre positionnement unique, par les leviers que vous avez à disposition, et par votre mission de chefs d'orchestre de l'action extérieure de l'État, vous participez au quotidien, à faire connaître, et à mettre en œuvre les priorités de l'action du Président de la République et du Gouvernement.

Nous nous sommes d'abord fixé un objectif : le plein-emploi et la réindustrialisation de notre pays.

C'est le premier axe de notre action, et le sens des réformes engagées depuis plus de 6 ans.

En baissant les impôts et les charges, en réformant l'assurance chômage, en menant la réforme des retraites, et aujourd'hui en lançant France Travail et la réforme du lycée professionnel, nous avons rendu à notre pays son attractivité et affirmé que le travail était au cœur de notre modèle de société.

Aujourd'hui, les résultats sont là : la France est le pays le plus attractif d'Europe pour la 4ème année consécutive, avec 300 créations nettes d'usines depuis 2017, des investissements étrangers importants, encore récemment à Dunkerque, et je sais combien certains d'entre vous y ont travaillé.

En 6 ans, nous avons enrayé la spirale du chômage de masse, et aujourd'hui, notre croissance résiste.

L'attractivité, la baisse du chômage et la croissance, ce sont trois réussites économiques, qui nous incitent à garder le cap des réformes.

Le deuxième axe majeur de notre action, c'est la transition écologique et la lutte contre le dérèglement climatique.

Dans ce combat, chacun a son rôle à jouer, chacun a sa part à prendre. Pour réussir, nous avons adopté une stratégie innovante, et inédite : la planification écologique.

Secteur par secteur, nous avons défini une feuille de route complète pour baisser nos émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030, conformément à nos objectifs européens.

Nous voulons des résultats, et nous nous donnons les moyens de nos ambitions : l'année prochaine, nous consacrerons ainsi 7 milliards d'euros supplémentaires pour la transition écologique.

Cette méthode pionnière, je vous invite à en parler, à l'expliquer à vos interlocuteurs, et à la promouvoir.

Le troisième pilier de notre action, c'est l'amélioration de la qualité de nos services publics, notamment la santé et l'éducation.

Sur ces sujets, nos concitoyens attendent des changements visibles et concrets.

Améliorer les services publics, c'est bien sûr un sujet qui vous concerne très directement, car nous avons pris des engagements forts pour les Français de l'étranger, notamment pour faciliter leurs démarches. J'y reviendrai.

Enfin, la quatrième priorité de mon Gouvernement, c'est l'ordre républicain.

L'ordre républicain, c'est la sécurité de nos compatriotes, et la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur prévoit le recrutement de 8500 policiers et gendarmes supplémentaires, après les 10 000 créations de postes du précédent quinquennat.

C'est le refus de l'impunité et une Justice qui fonctionne mieux, avec des moyens inédits pour notre système judiciaire.

J'ajoute que la sécurité doit être assurée également dans l'espace numérique. Un projet de loi est actuellement en discussion en ce sens au Parlement, et notre action européenne est déterminante dans ce domaine.

Depuis vendredi dernier, le règlement européen sur les services numériques, le fameux DSA, est entré en vigueur. Il pose cette règle simple et de bon sens : tout ce qui est interdit hors ligne doit aussi l'être en ligne.

Voilà une illustration claire et concrète de l'Europe qui protège !

Mais l'ordre républicain, c'est aussi veiller à notre souveraineté.

Il s'agit donc d'assurer le respect de nos frontières, et la question de la lutte contre l'immigration illégale concerne plusieurs d'entre vous, que cela soit au niveau de l'Union européenne, avec en particulier la négociation en cours du pacte asile – immigration, ou dans les pays d'origine et de transit.

A cet égard, je me félicite de la tenue, en février dernier, du premier comité stratégique migrations, installé par la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine COLONNA et par le ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN.

Enfin, notre souveraineté passe par une défense solide.

Avec 413 milliards d'euros d'ici 2030, la loi de programmation militaire prévoit des moyens exceptionnels. Elle nous permettra de transformer nos Armées, d'être présents dans tous les espaces de conflictualité, de garantir la crédibilité de notre dissuasion et de réaffirmer notre autonomie stratégique.

Enfin, j'ajoute que l'année qui s'ouvre sera celle d'échéances sportives importantes pour notre pays. Dans quelques jours, nous allons accueillir la coupe du monde de rugby. Et, bien sûr, 2024 sera l'année des Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Un travail colossal a déjà été réalisé. Mais nous avons encore du chemin devant nous et l'image de notre pays dépend aussi de la réussite de Paris 2024. Je compte sur vous pour mettre vos ambassades à l'heure des Jeux olympiques et paralympiques.

*

Mesdames et Messieurs,

En brochant à grandes lignes les traits de notre action, je voulais souligner tout le travail accompli, notamment au Parlement.

Il y a un an, beaucoup se demandaient si nous arriverions à gouverner. Faisant usage notamment de comparaisons internationales, beaucoup pensaient que la France n'avait pas cette culture du compromis, qui règne dans beaucoup de démocraties, où les majorités relatives sont la norme.

Un peu plus d'un an plus tard, nous pouvons le dire : nous avançons, nous réformons.

Ainsi, en un an, près de 50 textes ont été adoptés, en formant des majorités avec toutes les forces de l'arc républicain. Soyez en sûrs, et vous pouvez le dire à vos interlocuteurs à l'étranger : il n'y a pas de blocage politique en France, nous tenons le capet nous agissons.

Mais au moment où je parle de réformes, et des chantiers importants que nous engageons, je me rappelle aussi qu'il y a un an, le personnel diplomatique était animé par des préoccupations fortes.

Je sais les doutes et les incompréhensions qui ont habité une partie d'entre vous, concernant la réforme de la haute fonction publique.

Je le redis aujourd'hui devant vous : il n'a jamais été question de faire disparaître le métier de diplomate. Il n'a jamais été question de diluer votre expertise, dont l'État a besoin, ou de nier les spécificités de la carrière diplomatique, qui vous amènent le plus souvent, vous et vos proches, à vivre loin de la France.

Comme vous le savez, de fortes garanties ont été apportées en ce sens. Je pense en particulier au maintien du concours d'Orient.

Mais au-delà des inquiétudes liées à la création du statut d'administrateur de l'État, j'ai aussi perçu dans ce mouvement, une lassitude plus générale des agents du ministère, quels que soient leurs grades, leurs corps ou leurs statuts.

Des craintes se sont exprimées, face à l'érosion des moyens, face à la multiplication des priorités, et nous avons voulu y apporter des réponses fortes.

Au plan des ressources humaines, une première réponse avait été apportée l'été dernier avec la création de 100 postes supplémentaires. Pour la première fois depuis 30 ans, les effectifs du Quai repartaient à la hausse.

Mais plus largement, nous avons souhaité donner la parole à l'ensemble des agents du ministère, les écouter, et construire avec eux des solutions. C'est tout le sens des états généraux de la diplomatie, menés par la ministre, Catherine COLONNA.

Devant vous, je tiens à saluer le processus utile et innovant, qui a servi de fondement aux annonces du Président de la République le 16 mars dernier.

Nous avons donc acté une feuille de route de modernisation, et nous nous sommes engagés pour des moyens renforcés, avec 700 postes supplémentaires et 20% de crédits en plus, d'ici 2027.

Cette remontée en puissance ne va pas attendre la fin du mandat. Elle va commencer dès l'année prochaine : 155 nouveaux postes seront créés, et le budget de la mission « Action extérieure de l'État » sera augmenté de 9%.

C'est une marque de confiance forte, à votre égard, à l'égard de tout le personnel diplomatique.

A présent, notre priorité, c'est donc la mise en œuvre, concrète, de la feuille de route de modernisation.

Un Quai d'Orsay en prise avec les enjeux actuels, c'est le développement de nouvelles capacités d'analyse politique.

C'est plus de flexibilité, plus d'interministérialité, en particulier auprès des ambassadeurs thématiques.

C'est une gestion des ressources humaines plus souple, et une politique de formation repensée.

C'est aussi une meilleure communication, au service de l'influence. A travers la guerre des narratifs, et des risques de désinformation, la communication est

devenue un véritable combat sur la scène internationale. Un combat que nous devons impérativement mener.

Tous ces chantiers sont engagés, et je suivrai avec attention leur évolution, car ils sont essentiels pour la force et l'avenir de notre diplomatie.

Enfin, une administration modernisée, c'est aussi une administration féminisée.

La loi du 19 juillet 2023 vise justement à accélérer la féminisation de la haute fonction publique, et je sais que beaucoup de progrès ont été faits au quai d'Orsay. Jusqu'à 2018, cette conférence était d'ailleurs uniquement celle des « ambassadeurs ».

Au-delà des symboles, nous devons poursuivre nos efforts, à la fois sur les nominations et les rémunérations. Je sais pouvoir compter sur l'engagement de votre ministre, comme vous pouvez compter sur mon soutien total et déterminé.

*

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite à présent mentionner devant vous certaines des priorités du Gouvernement pour le réseau diplomatique.

Le Président de la République a défini lundi les priorités de l'année qui vient. Elles ont vocation à guider votre action.

J'aimerais pour ma part insister sur quelques volets, qui me paraissent particulièrement importants. Ils seront au cœur de l'action de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine COLONNA, et de tout le Gouvernement.

D'abord, nous devons consolider l'agenda de souveraineté européenne, au niveau de l'Union.

Depuis 2017, notre pays, par la voix du Président de la République, porte avec force une ligne claire : nous voulons une Union européenne puissance, moins naïve, plus politique. Une puissance qui défend sa souveraineté, ses valeurs et ses intérêts.

C'est ce que nous avons incarné lors de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, au premier semestre 2022, avec beaucoup de résultats. Plus de 130 accords y ont été conclus – c'est considérable.

C'est aussi le sens de l'action de mon Gouvernement, et en particulier de la secrétaire d'État chargée de l'Europe, Laurence BOONE.

A cet égard, les élections européennes qui se tiendront début juin 2024, seront déterminantes.

Nous croyons dans l'Europe.

Nous connaissons les opportunités qu'elle ouvre.

Nous savons qu'elle est le chemin le plus sûr vers notre souveraineté.

Car oui, on ne le répètera jamais assez, souveraineté européenne et souveraineté nationale, loin de s'exclure, se complètent et se renforcent mutuellement. Nous voyons, au quotidien, les défis immenses que l'Europe nous permet d'affronter, et les solutions qu'elle apporte.

Je le disais, l'Europe doit être politique, car elle doit montrer aux Européens qu'elle leur apporte des solutions, qu'elle est source d'efficacité et non de complications.

La transition climatique et énergétique, le défi migratoire, la régulation numérique, la souveraineté stratégique, passent par l'Europe.

D'importants résultats sont d'ores et déjà là.

Je souhaite qu'on le fasse davantage savoir, et qu'on montre, exemples à l'appui, que l'Europe sur laquelle nos compatriotes auront à se prononcer en 2024 ne ressemble plus à celle de 2019. Car notamment sous l'impulsion de la France, elle s'est renforcée, elle a beaucoup fait, et elle a réussi, y compris là où on ne l'attendait pas. Je pense, pour ne prendre qu'un exemple, à la mutualisation des vaccins pour les Européens pendant la pandémie.

Bien sûr, tout n'est pas toujours facile. Bien sûr, les chantiers sont immenses. Mais alors que certains font de l'Europe un bouc-émissaire, et veulent nous faire sortir des traités, nous ne céderons jamais aux sirènes des populistes.

Abandonner l'Europe, c'est exposer les Français. Alors nous la défendrons avec force. Sans aucune naïveté et avec la pleine conscience de ce qu'il reste à accomplir. Mais aussi avec conviction et détermination, car l'Europe reste plus

que jamais le cadre et l'horizon dans lesquels nous devons inscrire notre action au service de la France.

Le deuxième axe sur lequel je souhaite insister, c'est le renforcement de nos partenariats internationaux, au service de nos valeurs et de nos combats.

En un mot, la France doit être à l'initiative, et bâtir des coalitions internationales ambitieuses. Nous continuerons donc à construire ces partenariats, avec la ministre, Catherine COLONNA, et avec la secrétaire d'État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula ZACHAROPOULOU, en tirant le meilleur des succès que nous avons rencontrés ces derniers mois.

Je pense en particulier au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, en juin dernier à Paris.

Nous devons préparer les grandes échéances à venir qui auront lieu en France, comme le sommet de la francophonie en octobre 2024, ou le sommet de l'ONU sur les océans, en juin 2025.

Je souhaite notamment que vous ayez une attention particulière dans votre action à la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de la biodiversité.

Plus globalement, à la suite du Conseil présidentiel du développement, j'ai validé cet été les nouvelles orientations de notre politique de développement.

Elles posent les bases d'une logique de développement solidaire, et répondent à deux impératifs.

Le premier : c'est une politique de solidarité internationale qui répond aux intérêts de la France, et aux intérêts de nos partenaires.

Le second impératif, c'est que cette politique associe très largement nos entreprises, la société civile, les collectivités territoriales et la jeunesse.

J'insiste sur ces deux marqueurs, car vous savez que la France est désormais le quatrième bailleur mondial, et l'aide publique au développement va continuer à augmenter en volume. Ce volontarisme est un marqueur de notre politique extérieure, mais il implique que chaque euro dépensé le soit en pleine cohérence avec nos intérêts, politiques et économiques.

Le troisième axe de notre politique étrangère, sur lequel je voulais revenir, c'est le soutien à notre influence et notre attractivité.

C'est aussi le sens du Plan Export, qui sera présenté cette semaine. Il permettra de mieux développer le réflexe de l'export et les outils d'accompagnement, en particulier pour nos PME et ETI.

Au quotidien, je compte sur vous pour renforcer vos actions au service de notre attractivité, prendre votre bâton de pèlerin, et identifier de potentiels nouveaux investisseurs, nouveaux acheteurs.

Lorsque les diplomates travaillent avec les autres ministères, avec les entreprises et avec les élus, lorsque tout le monde tire dans le même sens, c'est la France et les Français qui sont gagnants. Je veux à cet égard saluer le travail mené par le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, Olivier BECHT.

De même, je l'évoquais il y a quelques instants, les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris offriront l'été prochain une vitrine exceptionnelle des atouts de notre pays.

Pour accroître notre influence, partout sur la planète, nous ne devons pas parler uniquement aux États, aux chefs d'État et de gouvernements, mais aussi aux sociétés civiles. C'est votre rôle, en particulier celles et ceux d'entre vous en poste à l'étranger.

Vous êtes, chacune et chacun à vos postes, les voix de la France.

L'influence, c'est aussi, bien sûr, notre formidable réseau d'enseignement Français à l'étranger, le premier au monde, qui rayonne sur tous les continents. Ce réseau accueille deux tiers d'élèves étrangers, c'est dire combien apprendre à parler et à penser français est tout sauf un sujet démodé !

Nous voulons donc continuer à nous appuyer sur cet outil précieux et le développer. Pour cela, le Président de la République a fixé un objectif, qui constitue l'une de nos politiques prioritaires : doubler le nombre d'élèves d'ici 2030.

Je souhaite également que notre pays devienne plus attractif pour les talents, qu'ils soient étudiants, chercheurs ou entrepreneurs. Nous devons faciliter les conditions de leur arrivée en France. A ce titre, le rapport HERMELIN sur l'amélioration de la délivrance des visas contient des pistes intéressantes et je souhaite que vous puissiez avancer dans leur mise en œuvre, en coordination avec le ministère de l'Intérieur.

Enfin, quatrième axe sur lequel je veux insister, je vous demande une attention particulière à l'accompagnement de nos ressortissants à l'étranger, pendant les crises mais aussi à l'occasion des actes de la vie quotidienne.

C'est l'affaire de toutes et tous, et je tiens à saluer le rôle essentiel du centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay, ainsi que du réseau consulaire. Nous avons encore eu l'occasion de mesurer le rôle majeur de notre diplomatie et de nos forces armées en avril dernier, lors de l'évacuation de nos compatriotes présents au Soudan.

Les élus des Français de l'étranger et leurs associations ont également un rôle important, y compris pour faire remonter à l'administration d'éventuelles difficultés. Je sais que l'Assemblée des Français de l'étranger et ses élus ont été consultés sur de nombreux sujets. Il est important de poursuivre dans ce sens, aussi bien en poste qu'à Paris.

Pour améliorer l'accompagnement des Français de l'étranger, nous devons poursuivre la modernisation et la simplification des démarches consulaires. A ce titre, l'extension du service téléphonique France consulaire est l'une des politiques publiques prioritaires, suivies par notre baromètre de l'action publique. Je suis et suivrai ses résultats attentivement.

*

Mesdames les ambassadrices, Messieurs les ambassadeurs,

Comme je l'ai rappelé il y a quelques instants, vous êtes nos chefs de file à l'international. Il n'y a qu'une seule équipe France, et dans chacun des pays où vous êtes en poste, vous en êtes les chefs d'orchestre.

Je veux vous dire qu'avec la ministre et l'équipe ministérielle du Quai d'Orsay, nous sommes conscients de ce que représente votre engagement, et du travail que vous accomplissez, vous et vos équipes.

Dans tous les domaines de l'action publique, vous portez la voix de la France, et, sous l'autorité du Président de la République, vous mettez en œuvre notre politique étrangère et vous participez à la réussite des priorités du Gouvernement.

C'est une mission importante.

Une mission à la hauteur de l'excellence des diplomates de notre pays.

Vous avez toute ma confiance pour la mener à bien. Je compte sur vous !

Vive la République ! Vive la France !